

28 janvier 2019

Monsieur le Président de la République,

Vous nous avez , à nous citoyens, écrit par voie de presse une lettre nous proposant de participer à un *Grand Débat national* consécutif à la demande populaire de justice fiscale et sociale, et de démocratie directe.

Je ne participerai pas à ce débat, mais je tiens à vous donner les raisons de ce refus, et vous me permettez de donner à ma lettre la forme de lettre ouverte, que je communiquerai à mes proches et à mes relations et plus largement encore à tous ceux qui voudraient en prendre connaissance.

Tout d'abord, je remercie les *Gilets-Jaunes* (et l'exigence de débat citoyen qu'ils ont induite) de me donner l'occasion de mettre en forme mes idées et opinions sur les questions qui sont agitées ces temps-ci.

Monsieur le Président de la République, la première raison de mon refus tient à mon désaccord fondamental avec la politique que vous menez, fondée sur des présupposés idéologiques qui placent la théorie économique au-dessus de la volonté des citoyens, sommant celle-ci de se soumettre aux dogmes de celle-là. Je ne partage pas en effet votre croyance selon laquelle les profits des possédants seraient la condition préalable à l'amélioration de la condition des salariés (théorie libérale du ruissellement. Il s'agit là d'une idée reçue très ancienne puisqu'on la trouve déjà chez Voltaire). Pourquoi en effet un capital disponible s'investirait-il dans une entreprise créatrice d'emplois dès lors qu'il peut s'investir plus profitablement dans une spéculation financière?

Par ailleurs, Monsieur le Président de la République, les circonstances de votre élection ont constitué, pour moi comme pour plusieurs millions d'autres citoyens, une escroquerie (ou un braquage) hautement condamnable; vous avez fait en sorte que les électeurs soient contraints de voter pour vous, pour empêcher la candidate d'extrême-droite de parvenir au pouvoir. Et voici qu'après l'élection, vous avez feint de croire que nous avons voté pour votre programme. Je n'ai jamais voté pour votre programme! Vous avez confisqué notre volonté républicaine pour la transformer en approbation de vos options libérales. Ce procédé malhonnête et antidémocratique vous a conduit à ce conflit avec l'opinion publique, et je ne veux pas que ma participation à votre initiative de débat national fasse l'objet d'une seconde confiscation de votre part.

Si j'en crois les informations que j'ai trouvées dans la presse écrite, vous avez récusé la CNDP (Commission Nationale du Débat Public) pour organiser et garantir le présent débat, car vous refusez de vous plier aux règles fondamentales dont elle est la garante: débat totalement ouvert, égalité de tous les participants, qu'ils soient ou non investis d'un mandat politique ou public, publicité totale de toutes les contributions et non seulement des « synthèses » et conclusions. Je ne

peux faire autrement que traduire votre refus comme une volonté de transformer ce débat en action de propagande pour votre politique et en campagne électorale pour l'échéance prochaine.

Et de fait, dans deux ou trois réunions médiatisées avec des maires de Normandie et d'Occitane sélectionnés par les Préfets, vous avez mis en scène votre conception du débat: séances de questions-réponses qui tiennent plus de la conférence de presse ou du meeting électoral que d'une *agora* de citoyens élaborant collectivement une loi. Et qui rappellent la « concertation » que vous aviez mise en oeuvre l'an passé avant de faire adopter votre Loi Travail par ordonnance.

Aussi considéré-je que la Présidente de la CNDP s'est bien comportée en refusant d'endosser la responsabilité d'un débat qui se confond avec une opération politicienne.

Je voudrais vous dire aussi que je ne supporte pas la *novlangue* que nous inflige la République en Marche. Foin de « *pédagogie*, de *valeurs* à porter, de projets à *porter*, d'*accompagnement aux exclus*, aux *victimes* de tout et de rien ». Entendre vos députés rabâcher à qui mieux mieux ce langage qui vient tout droit de Sciences-Po ou d'HEC, fait bien réfléchir...comment croire les protestations d'amour pour la démocratie énoncées dans la langue de l'Entreprise, quand on sait que l'entreprise est un monde où les salariés ont le droit d'obéir ou de partir... Nous avons des droits, nous voulons qu'ils soient respectés, et nous n'avons pas besoin de votre accompagnement. Vos député-e-s ont tous la même tête de cadres sup., de dir-com, de DRH, de détenteurs de *stock options*.

Ce sont là les raisons de mon refus de participer au Grand Débat Présidentiel.

Mais pour autant, je ne refuse pas d'énoncer ici certaines propositions qui permettraient de dénouer la crise présente.

Je pense qu'il convient

- 1- d'augmenter immédiatement, sans barguigner d'aucune façon, le SMIC et de le porter à 1800 euros bruts mensuels.
- 2- de rétablir l'ISF sur l'ensemble des actifs des Français les plus fortunés.
- 3- d'abroger la hausse de la CSG sur les pensions de retraite, quel qu'en soit le montant.
- 4- d'indexer le montant des pensions de retraite sur l'indice du coût de la vie.
- 5- d'augmenter substantiellement le montant des allocations d'adultes handicapés, des personnes âgées, d'aide au logement.
- 6- de mettre « un pognon de dingue » dans l'aide aux détreesses extrêmes.
- 7- de donner aux services fiscaux chargés de la lutte contre la fraude fiscale les moyens d'assécher très vite la fuite criminelle des fonds de la collectivité nationale. (60 milliards de perte annuelle ?)

Il s'agit là des sept mesures à prendre immédiatement sous peine de perdre le droit de parler de démocratie. Et qu'on ne dise pas que ces mesures excèdent les possibilités du budget de la France: regarde-t-on au déficit des finances publiques lorsqu'il s'agit de financer une guerre? Non, bien sûr. Eh bien,

considérons que nous sommes en guerre contre la misère. Et ne nous embarrassons pas du catéchisme de la BCE.

Au-delà de ces sept mesures d'urgence qui ramèneraient la confiance de la société française en elle-même, on peut aussi envisager des mesures de plus long terme. J'exprime par avance mon opposition à vos projets concernant les retraites, la fonction publique, les privatisations de biens nationaux. Vous ne devez pas poursuivre votre programme de « modernisation », *id est* de libéralisation de tous les aspects de la vie sociale.

Ainsi, il faudra que vous abrogiez le CICE, sous quelque nom que vous le présentiez; que vous supprimiez la TVA, qui est le plus injuste de tous les impôts; que vous remplaciez la CSG par un autre mode de financement de la Sécurité sociale, qui permette à cet organisme de redevenir la chose des partenaires sociaux et non celle de l'Etat; que vous incluez les complémentaires santé dans la cotisation SS elle-même; que vous abandonniez la pratique tordue de subvention aux entreprises que constitue la dispense de cotisation sociale patronale sur les bas salaires. La Sécurité Sociale ne doit plus apparaître comme une charge pour le budget de l'Etat.

Autre chose: les services publics, qui sont la façon dont la collectivité nationale s'acquitte de son devoir de satisfaction des principaux besoins sociaux (santé, protection civile, transports et déplacements, éducation, justice, paix publique, information et culture, j'en oublie...) Des services publics de qualité, gratuits ou peu chers pour les usagers, constituent une part très importante du pouvoir d'achat des plus pauvres d'entre nous. Leur gestion peut être déficitaire, il n'y a pas d'inconvénient à cela. Le budget de l'Etat doit s'y consacrer de façon prioritaire, bien avant l'aide à la compétitivité des entreprises. Et dites à vos ministres et députés de nous épargner la rengaine « du gâteau qui ne peut être partagé s'il n'y a pas de gâteau »! Le plus savoureux des gâteaux serait que la classe dominante cessât de prendre les citoyens pour des demeurés.

Concernant les institutions, il faudra bien abandonner la Constitution de 1958 -modifiée plusieurs fois- et qui a toujours péché par l'excès de pouvoir donné à l'exécutif, et en particulier au Président de la République. Nous voulons un Parlement qui ait l'initiative des lois, et qui les élabore sous le contrôle des citoyens. Nous imaginerons les procédures- tirage au sort et referendum - qui permettront de confier aux députés des mandats impératifs et de contrôler qu'ils ne trahissent pas la volonté du souverain (le peuple). Nous ne voulons plus de majorités parlementaires qui ne sont que la garde rapprochée du Président. Nous ne voulons plus de la monarchie constitutionnelle !

La situation de l'humanité sur sa planète atteint, par la faute du libéralisme économique, son moment critique. Pour parler vulgairement (cela vous arrive à vous aussi, Monsieur le Président de la République), nous n'allons pas dans le mur, NOUS Y SOMMES ! Votre mollesse dans la question du glyphosate montre que dans votre pensée les problèmes écologiques sont à examiner à travers les lunettes de l'économiste. Autant dire que vous ne comprenez pas que le

changement climatique a déjà commencé de déchirer les sociétés (avancées ou en voie de développement) de produire des conflits meurtriers, de déchaîner des haines fanatiques, d'aiguiser des appétits géostratégiques, de condamner les Droits Humains. La guerre est en marche, et vous continuez de nous raconter que l'intégration européenne et les traités de libre-échange nous en protégeront. Je n'y crois pas un seul instant.

Pour finir, je dirai mon infinie tristesse de voir que notre pays, qui a tant de fois été admiré pour être la patrie des Droits de l'Homme (Droits Humains), fait semblant de ne pas voir les hommes, les femmes, les enfants qui se noient en Méditerranée, et auxquels elle refuse le plus élémentaire des secours (refus de laisser le navire *Aquarius* accomplir sa mission humanitaire, refus de laisser débarquer les naufragés dans nos ports, sordides manoeuvres pour débouter les demandeurs d'asile, renvois illégaux de demandeurs d'asile ayant passé illégalement la frontière Italo-française avant qu'ils aient eu le temps de déposer leur demande d'asile en France, malgré le froid et la neige de l'hiver, etc.etc.)

Monsieur le Président de la République, vous n'avez pas le droit moral de poursuivre l'exécution de votre programme, même si vous en avez le droit institutionnel. Vous savez très bien que vous ne vous appuyez que sur une minorité de notre peuple. Ne continuez pas à faire semblant d'être l'élu d'une majorité, car c'est politiquement faux. Vous êtes l'élu d'une minorité, et vous imposez par la force votre libéralisme économique à un peuple qui n'en veut pas.

Je vous assure, Monsieur le Président de la République, du respect que je dois à la fonction dont vous êtes le « *porteur* ».

Jean-Paul Rabret  
Citoyen de Massy (Essonne)